

# Objectif : intimider Zapatero

*La diplomatie américaine a mis en œuvre une opération d'intimidation du nouveau Premier ministre en vue de le dissuader de retirer le contingent espagnol présent en Irak, comme il l'avait annoncé. Mais au travers des arguments invoqués de part et d'autre dans ce contexte, on entrevoit en filigrane le rôle que l'Espagne aspire à jouer dans la construction européenne.*

## Miguel Angel Bastenier

Miguel Angel Bastenier est journaliste et membre de la direction internationale du quotidien madrilène *El País*

José Luis Rodríguez Zapatero, leader du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) investi président du gouvernement fin avril après sa victoire électorale du 14 mars dernier, ne profitera guère des cent jours de grâce que la tradition politique accorde en principe à tout nouveau responsable en début de mandat. Il ne disposera même pas de dix secondes de répit. Car le jour même des élections s'enclenchaient l'orchestration et la médiatisation d'un déluge d'arguments visant à empêcher toute inflexion de la politique extérieure de l'Espagne. L'objectif de « l'opération Zapatero » est

bien celui-là: s'opposer à tout prix à ce que le nouveau gouvernement socialiste retire d'Irak le modeste contingent des mille-trois-cents militaires que José Maria Aznar y avait engagé. En vue d'y parvenir, tous les moyens semblent bons, même si la mauvaise foi et l'ignorance, ensemble ou séparément, en sont les principaux ingrédients.

Les promoteurs de cette opération sont à rechercher au sein de la diplomatie américaine. Pour poursuivre son objectif, elle trouvera certes de précieux appuis au sein du Parti populaire (P.P.) vaincu, mais elle peut également compter sur

toutes les voix du chœur improvisé par ceux qui, comme une nébuleuse politique comptant des alliés même à gauche — tel le gouvernement londonien de Tony Blair —, s'alignent sur la position de la droite internationale néolibérale la plus conservatrice qui soit. C'est-à-dire en définitive, la coalition de tous ceux qui, en Europe, au Proche-Orient et en Amérique latine, considèrent le triomphe de l'unilatéralisme américain comme la plus haute priorité déterminant leur politique extérieure.

L'argument de base des promoteurs et des épigones de cette politique est très simple : le véritable vainqueur des élections de mars en Espagne est Al-Qaïda. L'attentat du 11 mars à Madrid serait tout simplement le 11 septembre de l'Espagne et de l'Europe. C'est donc le terrorisme international qui a gagné, affirme-t-on, puisque l'électorat effrayé par une tuerie directement liée à la participation espagnole à l'opération en Irak, a voté pour le P.S.O.E. qui, déjà dans son programme électoral, promettait ce retrait des troupes comme gage de neutralité dans la guerre contre le mégaterrorisme. À l'égard de cette dernière position, la bordée d'insultes et l'accusation de « lâcheté nationale » lancée contre le peuple espagnol défient l'imagination. Mais on peut, et on doit, répondre à cette grossière manipulation de la réalité dont certains arguments pataugent dans la honte politique.

### **LE POIDS D'AL-QAÏDA DANS LES ÉLECTIONS ?**

Personne aujourd'hui n'est à même d'affirmer que la responsabilité islamiste de

l'attentat qui a provoqué la mort de cent-nonante-et-une personnes ait décidé du sort des élections. À ce propos, on rappellera que même si, trois ou quatre semaines avant l'échéance électorale, le P.P. affichait un avantage que les sondages évaluaient entre 5 et 8 points, l'ultime sondage réalisé pour le quotidien *El País* et publié une semaine avant le 14 mars indiquait que cet écart s'était réduit à 3 points maximum. Etant donné que, dans le meilleur des cas, la marge d'erreur est d'au moins 2 points pour ce genre de prédictions, on se trouvait donc face à un coude-à-coude qui, selon des sources privées du même quotidien, pouvait se resserrer encore et peut-être même donner lieu à un changement de signe à la veille de la tuerie.

En revanche, ce qui a vraisemblablement eu une grande influence sur l'électorat fût non pas l'identité de ses responsables mais l'atrocité de l'attentat. Les calculs les plus optimistes ne prévoyaient pas une participation supérieure à 68 % ou 69 % du corps électoral. Or, avec un taux final de près de 78 % de votants, les effectifs aux urnes ont dépassé les prévisions de 11 ou 12 points. Au sein de cette affluence d'électeurs, il y avait en outre l'inconnue représentée par environ deux-cent-mille jeunes qui exprimaient pour la première fois leur choix politique. Mais il faut souligner surtout ce que signifia, dans le contexte du moment, le sursaut civique national qui, le 12 mars, fit descendre plus de dix-millions d'Espagnols dans la rue. Ce mouvement, indépendamment de l'identité des responsables du massacre, conduisit plusieurs centaines

de milliers d'électeurs supplémentaires vers les urnes. Or, si c'est un lieu commun de dire qu'aujourd'hui l'abstention en Espagne est plutôt un phénomène de gauche, c'en est un autre de constater que le P.P. constitue une formidable machine électorale qui ne perd quasiment pas un des suffrages qui lui sont potentiellement destinés. En revanche, le P.S.O.E. dissimule à peine la guérilla que les barons du parti entretiennent vis-à-vis de Rodríguez Zapatero, qu'ils considéraient jusqu'en mars dernier comme un leader de transition dans l'attente d'une opportunité électorale véritable. Chaque nouvelle démonstration de ce climat de division à l'intérieur du parti socialiste lui fit perdre des électeurs potentiels au cours de la campagne électorale. C'est la raison pour laquelle on peut affirmer sans risque de se tromper que ce fut la conjonction du suffrage des jeunes avec l'affluence du nombre des électeurs qui favorisa l'opposition de gauche et lui fit remporter le scrutin. D'ailleurs, une simple mathématique appliquée démontrerait que, en Espagne, en dessous d'une mobilisation de 70 % de l'électorat, il devient très peu probable que le P.P. perde une élection, qu'autour de 75 % les jeux ne sont pas faits, tandis qu'au-dessus de 80 % — score rarement atteint — il est très peu probable que le P.S.O.E. puisse perdre. Plus de 77 % de votants, parmi lesquels les jeunes, d'une part, et, d'autre part, un gouvernement sortant qui défendit jusqu'au dernier instant l'idée d'une culpabilité de l'E.T.A. pour que les électeurs ne pensent pas trop à la guerre d'Irak, conduisirent à la victoire des

socialistes. Disposant désormais de cinq points d'écart et d'une majorité relative capable de passer des accords ponctuels avec les nationalistes catalans et basques, on a là une formation parfaitement fonctionnelle pour gouverner, avec ou sans l'impact de Ben Laden.

### **L'IMPACT DE L'ENGAGEMENT ESPAGNOL EN IRAK**

C'est une erreur de croire que les pays qui ont refusé de participer à la guerre d'Irak sont à l'abri des attentats. Ou de croire que le seul fait qu'elle ait une présence militaire dans ce pays fait de l'Espagne une cible prioritaire du terrorisme. Tel est en tout cas l'avis formulé par François Heysbourg, le directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, lors d'un débat radiophonique récent. Et comme si les terroristes avaient écouté cette émission, une charge d'explosif du même type que celle utilisée en gare de Madrid fut découverte quelques jours plus tard sur le réseau ferroviaire français. Aux yeux des terroristes, l'opposition française à la guerre ne compte donc pas pour grand-chose. Le combat criminel d'Al-Qaïda et des réseaux qui lui sont associés, tels que Al Harakat Al Ismailiya al Magribya, responsable de la tuerie de la gare d'Atocha, est dirigé contre l'ensemble de l'Occident et même, en dernière instance, contre les régimes islamiques modérés, précisément parce que leur modération serait l'expression de leur servitude envers Washington. Les objectifs concrètement choisis par les terroristes l'étant plus en raison de leur accessibilité et de leur vulnérabilité que de leur place symbolique

sur l'échelle graduée des alliances avec les États-Unis.

Selon l'avis d'une grande majorité de juristes, la guerre d'Irak, n'ayant pas été dument avalisée par le Conseil de sécurité de l'O.N.U., porte gravement atteinte au droit international. Mais surtout, cette guerre n'a rien à voir avec la lutte contre le terrorisme. C'est la raison pour laquelle on peut soutenir que l'annonce par Rodríguez Zapatero d'un prochain retrait des troupes espagnoles, une promesse qu'il avait déjà formulée publiquement au début de la guerre, ne contredit d'aucune façon l'engagement réel du gouvernement et de la nation espagnole dans la lutte contre le terrorisme international.

Même si le régime de Saddam Hussein a commis tous les méfaits possibles d'un système dictatorial et assassin, il n'était néanmoins pas impliqué dans le développement du terrorisme islamiste international. Bien au contraire, tant la C.I.A. que le MI5 et les services d'information de toute l'Europe savaient de longue date que le tyran de Bagdad était un ennemi déclaré d'Al-Qaïda, dont l'opposition à l'Occident est essentielle, alors que celle de Saddam n'est qu'accidentelle. L'aversion de Ben Laden pour ce dernier était à la mesure du socialisme présumé et de la laïcité relative dont se vantait le président irakien. Et pour cette raison précisément, en détruisant l'imperméabilité de ce pays au terrorisme islamiste, l'intervention anglo-saxonne a donné des ailes au terrorisme plutôt qu'il ne l'a affaibli. Il a permis que les

partisans de Ben Laden s'introduisent en Irak et que leur guerre s'élargisse vers un autre pays du Croissant fertile. En regard de tout cela, est-il si étrange que Zapatero veuille retirer les troupes espagnoles d'un combat qui n'atténue pas mais au contraire favorise l'action du cauchemar islamiste ?

### **UNE NOUVELLE DIPLOMATIE ESPAGNOLE ?**

En remontant le temps, il convient aussi de se demander d'où provient la nouvelle problématique qui place désormais l'Espagne — un État qui traditionnellement entretenait des bonnes relations avec le monde arabe — au cœur d'une guerre qui se déroule à des milliers de kilomètres de chez elle et en dehors de laquelle l'actuel changement de majorité à Madrid aurait passé pour un événement quelconque. La réponse à cette question se trouve dans la tentative de révolution diplomatique que José Maria Aznar a tenté d'imposer à son pays.

Bien que depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle les rapports aient toujours été conflictuels entre les Bourbons de Paris et de Madrid, la référence diplomatique essentielle de l'Espagne a toujours été la France. Cet état des choses n'a été que brièvement altéré au début du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'escapade napoléonienne au sud des Pyrénées. Avec le congrès de Vienne en 1815 — où, contrairement à ce qu'affirma un jour José Maria Aznar, l'Espagne fut bel et bien représentée — le gouvernement de Ferdinand VII se rallia à nouveau à la mouvance française. Lors de la Grande Guerre, l'opinion surtout favorable à

l'Entente appuya cependant surtout la France. Et la II<sup>e</sup> République, de 1931 à 1939, fut le régime le plus partisan de la France que connut jamais l'Espagne. Même Franco n'essaya pas d'altérer cette disposition, sauf lorsqu'il éprouva le sentiment de n'être pas le bienvenu à Paris. Et lorsque, à la fin des années cinquante, de Gaulle donne un nouveau souffle aux relations franco-espagnoles, c'est Madrid qui en est la partie prenante la plus avide. Dans le même temps, les relations avec le Royaume-Uni sont marquées d'un symbolisme scolaire antibritannique qui déborde de souvenirs à propos des « pirates anglais dans les Caraïbes espagnoles », du protestantisme d'Élisabeth I, du malheur de l'Invincible Armada (1588) et tout particulièrement de Gibraltar, seule colonie européenne que Londres maintient en territoire espagnol. Mais José Maria Aznar, un homme qui, jusqu'à ce qu'il assume la direction du gouvernement, n'avait qu'une culture très pauvre en matière de relations internationales, eut une « grande vision » : l'Espagne devait cesser d'être l'alliée mineure de la France (et dans une certaine mesure de l'Allemagne) pour devenir, par l'intermédiaire des indubitables amis qu'elle compte parmi les Cubains de Miami, le second allié privilégié des États-Unis. Ainsi, au côté de ce second allié présumé qu'est le Premier ministre britannique Tony Blair, l'Espagne laisserait derrière elle la France et l'Allemagne opportunément brouillées avec Washington à propos de la guerre.

Il convient cependant de rappeler que, au cours de l'été 2002, la France n'a pas

apporté son aide dans la résolution de la crise de l'île de Persil. À ce moment, le président Chirac se déclare neutre face à un différend qui, dit-il, « affecte deux de nos grands alliés ». Ce sera alors la diplomatie de l'Américain Colin Powell qui contribuera à ce que cet îlot situé à deux-cents mètres de la côte nord-africaine demeure sous contrôle espagnol. Et bien que Tony Blair n'ait pas contribué grandement à la résolution du contentieux du rocher de Gibraltar, Aznar rivalisera amicalement avec le Premier ministre néotravailliste en vue de bien montrer qu'il est le meilleur allié de Washington au sein de l'Union européenne. À partir de là, on comprend mieux pourquoi Jacques Chirac n'a voulu faire aucune concession à l'Espagne lors de la négociation sur la Constitution européenne. Mais, d'une façon tout à fait différente désormais, la droite française de Chirac donnera à la gauche de Zapatero un peu plus que la feuille de vigne dont elle aura besoin pour renoncer à la position privilégiée obtenue par l'Espagne en 2000 à Nice en ce qui concerne son nombre de voix au sein de l'Union.

Il était en réalité contre nature que l'Espagne prétende s'allier trop intimement avec les États-Unis, dont l'Amérique latine la séparera toujours. Et cela d'autant plus que l'Espagne est en train de redevenir une puissance économique sur le continent sud-américain. Les problèmes entre les États-Unis et la France disparaîtront d'ailleurs tôt ou tard et, dès ce moment, l'Espagne se retrouverait isolée, « pendue à un pinceau » comme on dit en madrilène contemporain. En regard de

tout cela, on peut dire que ce que voudra faire Rodríguez Zapatero n'est pas d'infléchir dans une grande mesure le cours de la politique étrangère espagnole, mais plutôt la replacer dans son cours naturel qui se situe au cœur de la construction européenne. Avec la France et l'Allemagne, sans pour autant être à leurs ordres.

Il ne sera en aucun cas aisé pour l'Espagne de Rodríguez Zapatero de procéder au retrait de ses troupes d'Irak. Car il sera estimé bien plus grave de se retirer que de ne pas y avoir été. Paris et Berlin ne sont pas allés en Irak, mais Madrid doit faire marche arrière le plus discrètement possible. Qui plus est, puisque le leader socialiste a toujours dit que les troupes pourraient rester si l'O.N.U. prenait les commandes sur place, une résolution du Conseil de sécurité s'approchant raisonnablement de cet objectif pourrait constituer la couverture dont il a besoin pour se tirer d'affaire sans renier sa parole.

Ainsi se poursuivra jusqu'au 30 juin, date du transfert nominal du pouvoir du proconsul américain Paul Bremer au nouveau gouvernement irakien, client des États-Unis, l'opération d'intimidation à l'encontre de Zapatero. Mais des signes sont déjà perceptibles de ce que son ministre des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, cherche à résoudre cette quadrature du cercle : se retirer sans se retirer, se retirer sans offenser, maintenir sans trahir la promesse faite. Durant cette période, l'Espagne aura besoin de véritables amis. Voyons ce que fera Paris.

## **PERSPECTIVE EUROPÉENNE**

Peut-on à partir de tout ce qui précède conjecturer à propos de ce que sera le rôle de l'Espagne dans l'Union européenne? Tout à fait inconnu dans le domaine des affaires extérieures, nul ne sait aujourd'hui si Rodríguez Zapatero a une vision personnelle de l'Europe. On sait cependant qu'il est un « filipiste classique », c'est-à-dire l'homme d'un alignement souple sur l'axe franco-allemand. La base de cette position est que l'Espagne n'est l'homme lige de personne et que, contribuant à la résolution du problème de la Constitution européenne, Madrid voudra y gagner quelque chose. L'idée est sans doute présente que l'Espagne pourrait entrer dans un directoire élargi de l'Union, en dessous de la France et de l'Allemagne sans doute, mais au moins à hauteur du Royaume-Uni. Si, de cette façon, ce que l'on peut appeler avec toutes les réserves nécessaires le « pôle anti-atlantiste » de l'Europe se renforçait, il ne resterait plus pour allié au dernier représentant londonien de l'atlantisme que la fragile Italie de Berlusconi. Mais via un vrai partenariat avec la France vers l'Afrique du Nord, l'Espagne aspire de son côté à se voir reconnaître un rôle de premier plan dans certains enjeux européens. ●